



Le ministre de la Communication annonce l'ouverture d'une enquête et qualifie des réactions suscitées par la première vidéo de procès en sorcellerie.

La réaction du ministre de la Communication, Issa Tchiroma Bakary diffusée ce 16 août 2018 sur les antennes de la Crtv a comme prétexte, la diffusion d'une seconde vidéo sur les prétendues exécutions sommaires des soldats camerounais sur des civils.

Depuis la semaine dernière, une autre image atroce circule sur internet. Elle montre en effet les hommes vêtus des tenues militaires, tirant à bout portant sur une dizaine de personnes couchées à même le sol. Difficile pour l'instant de dire avec précision où se déroule cette scène macabre, Mais selon certaines informations, ces images ont été filmées depuis 2015 dans la région de l'Extrême-Nord.

Le ministre de la Communication n'a pas manqué de dénoncer cette publication qui porte une grave atteinte aux respects des droits de l'homme dans les zones en conflit. Une fois de plus, le porte-parole du gouvernement est monté sur « scène » hier pour apporter ce qu'il convient d'appeler la « position du gouvernement ».

Au cours de l'entretien accordé au journaliste Alain Belibi, le ministre de la Communication a déclaré que : « le gouvernement prend acte de l'existence de cette deuxième vidéo, et en

application des instructions du chef de l'Etat, une enquête sérieuse est ouverte. L'objet étant d'établir que c'est les éléments de nos forces de défense et de sécurité qu'on identifie comme ceux qui auraient perpétré ces assassinats inacceptables pour qu'on les défère devant les tribunaux ».

Le ministre de la Communication salue une fois de plus le professionnalisme des forces de sécurité camerounaises. Le porte-parole signe et persiste que le professionnalisme de l'armée camerounaise ne saurait être jugé par cette minorité insignifiante des cas d'atteinte aux droits de l'homme que relèvent ces actes d'atrocités.

La sortie du ministre de la Communication au sujet de la deuxième vidéo, intervient six jours après la publication de la liste de sept soldats, considérés comme étant les présumés auteurs des exécutions de deux dames dans une première vidéo.

Ce communiqué signé par le ministre de la Communication continue de susciter l'indignation chez de nombreux Camerounais. Cette exaspération de plusieurs compatriotes se justifie par le fait que le gouvernement a d'abord pris position pour expliquer que cette vidéo n'était qu'un « fake news ».

En justifiant son argument, Issa Tchiroma Bakary a affirmé qu'il s'agissait d'un montage et l'objectif des « pourfendeurs de la nations » visait à déstabiliser l'armée camerounaise et son chef.

Sa sortie intervenait suite à un communiqué de l'Ong Amnesty International qui, pour sa part exigeait qu'une enquête soit ouverte pour que les responsables de ces atrocités soient jugés.

Dans sa réaction accordée exclusivement hier à la Crtv, le porte-parole du gouvernement a justifié sa prise de position par le fait qu'après la diffusion de la première vidéo, aucune preuve impliquant les soldats camerounais n'était pas encore réunie.

Selon Issa Tchiroma Bakary, internet est devenu un vaste tribunal pour les opposants du gouvernement, où tous les procureurs instruisent en charge avant de procéder les preuves. Selon le ministre de la Communication, les multiples positions relayées sur les médias sociaux relèvent d'un procès en sorcellerie.

Ce qui a de plus choqué dans cette première sortie, c'est que le ministre a pris position avant les résultats de l'enquête prescrite par le chef de l'Etat. Hier il a expliqué sa position par le fait qu'il est un compatriote qui aime son armée et la défend avec honneur.

Le Jour
